La société contre l'État.

Les lectures déterministes qui voient dans l'affirmation de l'État une forme de progrès et de nécessité historiques qui marqueraient les sociétés humaines de façon inéluctable depuis l'Antiquité sont aujourd'hui remises en question par les historiens, les sociologues et les anthropologues.

Les spécialistes actuels de la Grèce ancienne, et notamment d'Athènes à l'époque classique entre les VIème et IVème siècles av-JC, montrent par exemple que lire la réalité politique de l'époque, selon nos catégories actuelles, est difficilement possible.

Par exemple, les principes modernes du droit public, qui dissocient la société civile de l'État, qui font de ce dernier une puissance autonome et souveraine qui transcende la société, ne sont pas applicables à la cité athénienne de l'Antiquité.

La sphère essentielle du politique est alors la communauté des citoyens dans le cadre d'une démocratie directe qui s'appuyait sur l'Ecclésia, l'assemblée des citoyens. L'historien **Paulin Ismard** montre dans son livre récent **« La démocratie contre les experts. Les esclaves publics en Grèce ancienne »** qu'Athènes a constamment évité la formation de structures institutionnels qui auraient amené la formation d'un État. Cette stratégie d'esquive est illustrée selon Ismard par l'utilisation systématique d'esclaves publics dans des activités qui relèveraient aujourd'hui de la fonction publique et seraient exercées par des fonctionnaires : responsables des finances publiques, des archives, des prisons, de l'ordre public…Pour Ismard, reprenant les travaux de **Pierre Clastres « La société contre l'État »** - cet anthropologue montra, au cours des années 1970, comment des tribus amazoniennes créent des stratégies complexes et sophistiquées qui permettent d'éviter la création d'un État - c'est une manière de résistance des Athéniens à l'émergence d'un appareil d'État tout puissant. Exercées par des esclaves, les tâches bureaucratiques de l'État étaient par nature soumises à la communauté des citoyens, et donc à la société civile.

Ce refus de l'État n'est pas unique et peut prendre des formes parfois spectaculaires. Ainsi, l'anthropologue américain, **James. C. Scott** dans son livre » **Zomia** » (le terme veut dire « gens de la montagne » dans des langues tibéto-birmanes)a montré que depuis des centaines d'années, des populations d'Asie du Sud-est représentant 100 millions de personnes se sont réfugiées dans une vaste zone de montagnes de 2,5 millions de km2 et couvrant des régions du Vietnam, du Cambodge, du Laos, de Thaïlande, de Birmanie et du Sud de la Chine, afin d'éviter le contrôle des puissants États des plaines de ces pays. États qui exploitaient les paysanneries des plaines rizicoles à travers l'impôt, le travail forcé et le service militaire. Les peuples de la montagne choisirent alors délibérément de construire des modèles politiques sans État.

Les évolutions sont parfois complexes. Ainsi, **l'Empire Ottoman** entreprit un vaste mouvement de réformes au milieu du XIXème siècle nommées **« Tanzimat »,** « réorganisation « en turc. Ces dernières impliquaient notamment une modernisation de l'État, par exemple sur le plan fiscal. Pour échapper à l'impôt, beaucoup de communautés sédentarisées de territoires qui correspondent aujourd'hui à la Syrie, l'Irak, la Jordanie…, choisirent de partir vers le désert,

renouant avec le nomadisme. Remettant ainsi en question le déterminisme historique qui dit qu'une évolution à sens unique mènerait du nomadisme à la sédentarité, et à l'État.

Bibliographie :

Pierre Clastres, La Société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique, Éditions de Minuit, 1974.

Paulin Ismard, La Démocratie contre les experts. Les esclaves publics en Grèce ancienne, Seuil, 2015.

James C.Scott, Zomia ou l'art de ne pas être gouverné, Seuil, 2013.